

nous devrions réduire la production si aucun marché ne semble exister pour le produit. Mais que diable, comment réduire? Imaginons un fermier sur une ferme à blé avec mille acres de champs en friche. Le ministre dit qu'il ne devrait ensemencer que 100 acres car aucun débouché n'est à espérer. Jusqu'ici, on n'a pas prévu de salaire annuel garanti, et, à moins qu'il ne fasse de récolte, ce fermier devra compter sur l'assistance sociale.

Déjà, la Commission du blé vend le blé à des prix qui ne compensent ni pour le prix de l'essence, ni pour le prix de l'ensemencement et de la récolte. En attendant, la plus grosse partie du grain reste dans les fermes. C'est peut-être de l'argent en banque, mais les fermiers voudraient bien en voir la couleur, car ils n'ont pas assez d'argent liquide pour vivre. Le ministre leur conseille de réduire leurs emblavures. Mais il nous dit, d'autre part, qu'il a l'intention d'annoncer un programme de réserve de terres. Presque tous les pays dans des circonstances similaires ont décidé de se lancer dans des programmes destinés à retirer de la production certaines terres agricoles en prévoyant de les remettre en exploitation plus tard, si c'était dans l'intérêt national.

Aucun programme de ce genre n'a été annoncé et, dans l'intervalle, qui soutiendra nos cultivateurs, s'ils ne font pas des semailles? Qui remboursera les avances en espèces accordées cette année en plus de celles de l'an passé qui, dans de nombreux cas, n'ont pas encore été remboursées? Le gouvernement cherche à nous faire croire que ces avances sont une chose merveilleuse. Je suppose que c'est une chose merveilleuse de pouvoir emprunter de la Household Finance. Je le ferais simplement si cela était vraiment nécessaire, mais à la longue il n'y a rien de particulièrement avantageux à l'octroi d'avances en espèces s'il est impossible de les rembourser. La seule raison pour laquelle les cultivateurs touchent ces avances en espèces est qu'ils seraient incapables de poursuivre leur exploitation sans elles. Le ministre le sait. Je l'ai entendu en parler durant des années lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Apparemment maintenant, il trouve plus facile d'avoir un sous-ministre et des fonctionnaires qui le conseillent sur la façon de diriger son ministère que de décider ce qui est vraiment dans l'intérêt de l'agriculture et de proposer des politiques en conséquence.

Le premier ministre (M. Trudeau) a décidé qu'il y aurait des mesures d'austérité et que des programmes seraient coupés. Les premières victimes seront les foires des communautés rurales, qui sont les centres d'attraction en agriculture. Le ministre va aussi suspendre

les subventions aux clubs 4-H, des cercles de jeunes cultivateurs. Dans ces cercles on fait acquérir à nos agriculteurs de demain la compétence technique et professionnelle qui leur permettra d'exploiter une ferme. Si le ministre décapite tous les cultivateurs, il résoudra certes leurs problèmes mais le pays ne serait guère satisfait. Cependant, à intervalles réguliers, le public a l'occasion de rendre une décision. Des idées révolutionnaires de cet ordre engendreraient des idées contre-révolutionnaires et l'on n'obtiendrait pas le résultat anticipé.

• (9.10 p.m.)

Abstenons-nous de disserter sur les actes de telle ou telle personne, sur l'époque des vaches maigres et des vaches grasses. En ce qui concerne les cultivateurs, chaque année est une période de vaches maigres. Je n'ai pas entendu un seul cultivateur admettre que les choses allaient bien. Même si elles allaient bien, il ne l'admettrait pas parce qu'il sait que l'année suivante elles n'iront pas bien. Un examen rétrospectif des 50 dernières années démontre que nos cultivateurs n'ont pas encore eu tort.

Des programmes à long terme s'imposent. La politique du ministre à l'égard des producteurs de crème et de lait écrémé a obligé la moitié des petites exploitations agricoles du Canada à cesser leur activité. Dans ma région, on ne peut arriver à faire abandonner sa ferme à un cultivateur même si sa terre ne rend pas. On ne peut ni l'aider ni lui faire grand mal, on ne peut tout simplement pas s'en débarrasser.

On a prêté presque 2 milliards de dollars aux cultivateurs pour leur permettre de rendre leurs exploitations rentables. Nous sommes tenus de veiller à ce qu'ils réalisent un profit raisonnable sur la vente de leurs produits et qu'ils puissent exploiter des fermes viables. Cessons de parler d'hier, parlons plutôt de demain. L'une des initiatives utiles du ministre c'est d'avoir organisé le congrès agricole où les cultivateurs lui ont exposé leurs problèmes et des solutions éventuelles. Malgré cela on n'a présenté aucune solution à l'approbation des députés. Voilà ce que le ministre devrait faire sous peu.

M. Jerry Pringle (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, nous discutons en ce moment d'agriculture et je constate que c'est à nouveau un jour réservé à l'apposition. Je suis agriculteur depuis toujours et, après avoir écouté le débat, il me semble que l'on déprécie les talents d'un groupe organisé qui a toujours constitué l'armature du Canada. D'après des députés, il faudrait dire aux culti-